

Salut les petits loups de la CÉGèTe retraité(e)s

Le Nevada est l'état le plus riche du monde

A Las Vegas les sans-abris sont amenés dans un parking où ont été peints des emplacements distants de 2 mètres afin d'éviter la contagion du virus corona19. Echec d'une société qui n'est pas capable de fournir à ses citoyens la plus élémentaire nécessité humaine (source la stampa édition 01042020).



The End

C'est sous ce titre annonciateur, que Stéphane Delorme, rédige un avant dernier éditorial des Cahiers du Cinéma. Oui, la revue emblématique dans laquelle les cinéastes de la Nouvelle Vague – mais pas qu'eux - se sont exprimés avant de passer derrière la caméra. Truffaut, Chabrol, Godard, Rivette, Rohmer, Varda, Akerman et tant d'autres.



Les Cahiers viennent d'être rachetés par un aréopage de financiers et de producteurs qui n'ont pas fait mystère de changer le rédacteur en chef, l'orientation de la revue, et donc ses positions tant esthétiques que politiques, **farouchement opposées aux pouvoirs en place et particulièrement à celui incarné par la figure de Macron.**

Au-delà de l'orientation politique, c'est évidemment les inévitables conflits d'intérêts qui indispose la rédaction lorsque les critiques de films produits par les propriétaires de la revue sèmeront une légitime suspicion tant auprès des cinéastes que du public et des lecteurs.

Les Cahiers « *se sont toujours moqués du chic et du toc* » écrit St. Delorme, c'est à dire moqués de ce que veulent en faire précisément les nouveaux propriétaires : une revue « *chic, conviviale et centrée sur le cinéma français* ». Alors que les Cahiers ont constamment exploré toutes les cinématographies du monde. De plus, les nouveaux maîtres veulent transformer la revue en une « marque » qui devra se vendre à travers l'évènementiel avec une injonction péremptoire adressée aux actuels journalistes auxquels « *il (leur) appartient de marquer leur adhésion ou non à notre projet* ». Bref, ou vous vous soumettez ou vous partez ! On notera « l'élégance » du procédé ...

Stéphane Delorme constate amèrement qu'il « *Arrive aux Cahiers ce qui arrive à tous les titres de presse, le rachat par des millionnaires proches du pouvoir, souvent venus des télécoms afin de préparer la transition numérique et le flux des contenus* ».

Des financiers qui auront donc la mainmise à la fois sur les contenus et la diffusion oligopolistique de ceux-ci. Bref, une mise sous tutelle de la culture sous toutes ses formes puisque l'écrit, les arts plastiques (par l'évènementiel), la musique, le théâtre et jusqu'aux arts vivants seront soumis à des impératifs de rentabilité et/ou de retour d'image jaugés à la seule mesure des investissements consentis.

Le numéro d'avril 2020 des Cahiers du Cinéma sera le dernier : l'ensemble de la rédaction ayant décidé de quitter la revue. Comme indiqué dans le titre, c'est la fin des Cahiers, intransigeant mensuel qui a toujours défendu un cinéma sans frontières, ni géographiques ni esthétiques.

Et chez nous ?

Le Bureau de l'UD Haute Corse

s'est réuni en audio une nouvelle fois ce soir. Etaient présents; Charles Nonce Rolland Eve Séverine Dominique J Pierre et Sandrine. Participaient également un camarade de la confédération Antoine Lopez et J Jacques le délégué syndical de Leroy Merlin Furiani.

Charles nous a fait le point sur la réunion tenue samedi avec le Préfet.

Ci joint en pièce jointe le compte rendu régional fait en commun avec Patrice Bossart de la CGT corse du sud. Nous avons demandé la liste des entreprises vitales et que les autres soient arrêtées. Les risques de contamination sont importants notamment dans le BTP. Y compris le risque pénal en cas de contamination faute de matériel de protection. La CGT a exigé la mise en place de l'Etat de catastrophe naturelle pour contraindre les compagnies d'assurance à intervenir dans la prise en charge des salaires qui seraient ainsi garantis. **Des milliers de salariés en chômage partiel** reçoivent ces jours-ci les paies de mars très réduites. Et ce sera pire en avril. Rolland qui a assisté aussi à une réunion avec le Préfet a fait part des situations difficiles pour les auto entrepreneurs faute d'interlocuteurs institutionnels. Il représentera l'UD à la prochaine réunion jeudi 2 avril. **De nombreux secteurs sinistrés** et des milliers de personnes se retrouvent sans ressource. De plus les licenciements continuent alors que les conseillers de salariés ne peuvent assister aux entretiens préalables.



Jean Jacques du Leroy Merlin de Furiani nous a fait part de la réouverture du magasin en forme de Drive. Si au début cela ne concernant que des salariés volontaires en nombre réduit pour des plages horaires réduites et pour des produits limités, il semble que ces consignes ne soient plus respectées au bout de quelques jours avec donc des risques de contamination accrus.

Séverine nous a fait un point sur la situation à l'hôpital de Bastia et plus généralement sur la question sanitaire. Le manque de protection et l'insuffisance de tests de dépistage y compris pour le personnel hospitalier contribuent à mettre les soignants en danger. 2 agents détectés positifs. Danger supplémentaire, La détection ne s'avère vraiment fiable que 8 jours après avoir contracté la maladie.

Sandrine pour les aides à domicile a lancé un Droit d'alerte collectif pour le manque de protection. Chaque salarié se rend chaque jour auprès de 4 ou 5 bénéficiaires avec des masques périmés. La CTC s'est engagée à maintenir les salaires pour les aides à domicile même pour les heures non effectuées.

Nonce nous a fait part de problèmes sérieux dans les centrales électriques. En plus d'agents contraints d'être confinés la Direction en profite pour remettre en cause les règles statutaires en matière de salaires. Charles en tant qu'enseignant a tenu à préciser qu'avec la fermeture des écoles, un quart des enfants sont perdus et n'ont aucun suivi faute de matériel informatique suffisant.

Dominique pour les Finances Publiques alerte également sur la volonté de la Direction de maintenir ouverts des services pourtant non prioritaires avec des risques de circulation du virus. Avec la campagne d'impôt sur le revenu qui va débiter la CGT s'oppose à un accueil physique pour renseigner les contribuables.

Plus que jamais les salariés ont besoin de la CGT dans cette période si pénible. Organisons la solidarité et la défense des salariés est plus que jamais nécessaire contre un patronat et un gouvernement qui par leur politique de casse sociale et mise à mal des services publics au bénéfice des plus fortunés ont mis le pays dans cette situation de détresse sanitaire et sociale.

Soyez prudents
Pour le Bureau
j pierre

ACTIONNAIRES, RENTIEZ CHEZ VOUS !

Alors que le monde entier connaît une crise épidémique sans précédent et que l'économie est à l'arrêt dans une grande partie du monde, les actionnaires s'appêtent à recevoir leurs dividendes, qui risquent encore de battre des records.

LA DÉCONNEXION AU RÉEL Les entreprises européennes sont une fois de plus les plus généreuses avec leurs actionnaires, faisant rêver tous les investisseurs mondiaux. Sans parler des plus-values faites sur le cours des actions, le rendement s'établit à 3,7 % par an. On est bien loin du rendement du livret A qui est passé de 0,75 % à 0,5 % au 1er février sur décision de Bruno Le Maire, qui conseillait aux Français de « diversifier leurs placements » – on comprend mieux pourquoi !

Ce ne sont pas moins de 60 milliards d'euros qui doivent être distribués par les entreprises du CAC 40.

Alors que le gouvernement cherche à relancer l'économie avec un plan de relance qui s'établit pour l'instant à tout juste une dizaine de milliards d'euros, 40 groupes français vont à eux seuls dilapider 6 fois cette somme pour gaver des actionnaires déjà bien portants. Espérons au moins que ces mêmes groupes auront la décence de ne pas faire appel à l'État à cause de problèmes de trésorerie.

LE LAISSER-FAIRE DU GOUVERNEMENT

Si seulement le gouvernement était aussi prompt à réguler et à intervenir sur le versement de dividendes que pour casser le Code du travail... Alors que le gouvernement a dégainé immédiatement des ordonnances pour augmenter la durée maximale de travail hebdomadaire et rogner sur les congés payés des travailleurs, concernant les dividendes, Bruno Le Maire s'est contenté de déclarations incantatoires, demandant aux entreprises de « modérer » leurs dividendes. On voit toute l'efficacité de cette mesure quand deux jours après, la BNP annonçait maintenir son AG et ses dividendes.



Le coup de la « moralisation du capitalisme » n'avait pas fonctionné en 2008, il ne fonctionnera pas plus en 2020. « Fort avec les faibles et faible avec les forts », le gouvernement reste fidèle à ses principes. Même dans une tribune du quotidien libéral L'Opinion, on peut lire que de tels dividendes « ce serait revenir à une économie de la rente », si tant est que ça ne soit pas déjà le cas. Les entreprises tentent de justifier cela par la nécessité de récompenser la fidélité de leurs actionnaires en ces temps difficiles et rassurer les futurs investisseurs en montrant que, quoiqu'il arrive, leurs dividendes seront toujours versés.

C'est irresponsable. Tous les efforts doivent être concentrés sur les plus précaires et les petites entreprises en difficulté dans cette période difficile, plus que jamais, l'heure n'est pas au gavage des actionnaires.

Le gouvernement doit agir, par exemple en conditionnant son soutien au non-versement de dividendes ou tout simplement en les limitant ou les interdisant.

Ici on ne soigne plus...

... on compte !!!!



En 2008 un jeune Inspecteur des finances avait rédigé le rapport de la commission Attali « pour la libération de la croissance française » prescrivant 20 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques.

Chaque année, et pendant 5 ans, y était formulé « l'externalisation des services périphériques à l'offre de soins, dont les achats de matériel médical ».

Cet Inspecteur devenu Ministre, puis Président de la République, nous fait la déclaration suivante « quand on vit quelque chose d'inédit, on ne peut pas demander aux gens de l'avoir prévu, il y a dix ans »

Nous disions déjà depuis des années et lors de l'épidémie de la grippe en 2017 en particulier, « les virus n'en ont rien à faire des lois du marché et du capital ».

La CGT dénonçait déjà une coupe de 3 milliards d'euros de 2015 à 2017 et la suppression de 22.000 postes en 3 ans dans les hôpitaux. *(Ministre Marisol Touraine).*

Alors oui Mr le Président nous l'avions prévu, malheureusement, vous aussi..., par votre aveuglement sur les vertus du libéralisme et de la loi du marché.

L'heure n'est pas de régler des comptes, mais d'imposer un changement de cap. La santé comme beaucoup d'autres domaines, sont des biens communs, ils doivent échapper à la loi du marché